**FISONG DEVELOPPEMENT RURAL 2019**

**« Des partenariats pour la production, la commercialisation et la certification de produits biologiques ou agro-écologiques en réponse à des enjeux socio-économiques et environnementaux locaux »**

**Publié le 20/02/2019**

1. Modèle de note projet

**Facilité d’innovation sectorielle – ONG**

**Appel à propositions**

**« Des partenariats pour la production, la commercialisation et la certification de produits biologiques ou agro-écologiques en réponse à des enjeux socio-économiques et environnementaux locaux »**

**Nombre d’exemplaires papiers à fournir en complément d’une version sur CD ou clé USB : 3 exemplaires de la note-projet et 1 exemplaire du dossier administratif**

**Nom du demandeur : The African Organic Network (AfrONet)**

**Signature par une personne habilitée à solliciter des cofinancements pour l’ONG :**

**Liste détaillée des documents à fournir impérativement pour que la proposition soit éligible :**

|  |  |
| --- | --- |
| Eléments à fournir | Vérification |
| **NOTE PROJET** | |
| Document unique de note-projet rédigée scrupuleusement en français selon le [modèle ci-joint](#NoteProjet), fourni en 3 exemplaires papier | (en anglais) |
| L’ensemble des pages de la note-projet paraphées |  |
| Page de garde de la note-projet signée par une personne habilitée à demander des cofinancements pour l’ONG |  |
| Budget intégré à la note-projet et signé par une personne habilitée à demander des cofinancements pour l’ONG |  |
| Fiche de renseignements relatifs au demandeur complétée et insérée à la note-projet |  |
| Fiche(s) de renseignements relatifs au(x) partenaires du projet complétée(s) et insérée(s) à la note-projet |  |
| **DOSSIER ADMINISTRATIF** | |
| Dossier administratif de l’ONG soumettant la demande de financement, fourni en 1 exemplaire papier | AfroNet et TOAM |
| 1. Copie des statuts certifiés conformes à l’original |  |
| 1. Copie de la déclaration d’enregistrement en préfecture et copie de la publication au Journal Officiel [ou équivalent selon la législation en vigueur dans le pays d’implantation de l’ONG] |  |
| 1. Liste datée des membres du CA, du bureau et des principaux dirigeants et leurs coordonnées, sur laquelle figure la date des dernières élections |  |
| 1. Organigramme daté et signé par le dirigeant ; |  |
| 1. Dernier compte-rendu d’Assemblée Générale ou au minimum l’ordre du jour de la dernière assemblée générale et les principales résolutions, ainsi que toute pièce démontrant les activités engagées et réalisées et la vie associative avérée |  |
| 1. Bilans etComptes d’exploitation des trois derniers exercices (avec les annexes et notes explicatives), validés par l’AG, faisant ressortir l’origine (publique ou privée) des ressources financières. Ces informations devront être ensuite actualisées chaque année. Lors d’une demande l’année suivante, envoyer les documents comptables de l’année précédente : 2. Intégralité des documents comptables (pour les ONG ayant moins de 153 000 € de financements publics) 3. Intégralité des documents comptables certifiés ou audités (pour les ONG ayant plus de 153 000 € de financements publics |  |
| 1. Budget prévisionnel pour l’exercice en cours et faisant apparaitre la liste des financements publics approuvés par l’organe chargé d’arrêter et d’approuver les comptes de l’ONG (en indiquant si possibles s’ils sont acquis, sollicités ou à solliciter) |  |
| 1. Liste des financeurs privés contribuant à plus de 15% du dernier budget annuel validé de l’ONG et la composition de leur Conseil d’administration. | **n/a** |

**1. Données concernant l’ONG et le projet**

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre de l’appel à propositions** | **FISONG DEVELOPPEMENT RURAL 2019**  **« Des partenariats pour la production, la commercialisation et la certification de produits biologiques ou agro-écologiques en réponse à des enjeux socio-économiques et environnementaux locaux»** |
| Demandeur | The African Organic Network |
| Acronyme | AfrONet |
| Nationalité | Internationale, enregistré en Tanzanie |
| Statut juridique | ONG Internationale |
| Adresse | NSSF Mafao House, 15th Floor, Uhuru Road, Ilala, Boma P.O Box 70089 Dar es Salaam, Tanzania |
| N° de téléphone | +255 732 975799 |
| Numéro de fax | n/a |
| Adresse électronique de l’organisation | info@afronet.bio |
| Site internet de l’organisation | <http://afronet.bio/> |
| Contact –projet | Moses Aisu Okurut |
| Adresse électronique contact-projet | [aisumos@gmail.com](mailto:aisumos@gmail.com) |
| Titre du projet | **Innovations Institutionnelles pour l’Agrculture Biologique en Afrique (IIABA)** |
| Partenaires locaux | Fédération Interprofessionnelle Marocaine de la Filière Biologique (FIMABio)  Mouvement Biologique Malien (MoBioM)  National Organic Agriculture Movement of Uganda (NOGAMU)  Réseau des initiatives agroécologiques au Maroc (RIAM)  Tanzania Organic Agriculture Movement (TOAM)  Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)  Institut national de la recherche agronomique (INRA) |
| Lieux (pays, région(s), ville(s)) | Mali, Sikasso (Bougouni; Kolondièba; Yanfolila; Yorosso) et Koulikoro (Bamako, Koulikoro et Kati)  Morocco, Marrakech-Safi (Marrakech), Casablanca-Settat (Casablanca), Tanger-Tétouan-Al Hoceïma (Tanger ou Tetouan), l'Oriental (Oujda), Fès-Meknès (Fes et Meknes), Souss Massa (Agadir), Drâa-Tafilalet (Errachidia)  Uganda, Wakiso (Central), Mt Elgon region (Eastern) & Isingiro (Western)  Tanzania, Zanzibar Island, Dodoma (Central) and Ruvuma (Southern). |
| Coût total de l’action | EUR 1.602.322 |
| Contribution demandée à l’AFD | EUR 1.442.089 |
| Contribution autres partenaires éventuels | EUR 160.232 |
| Durée de l’action | 3 ans |

**2. Note de présentation du projet**

**2.1 Brève description du projet proposé (1 page)**

**a) L’innovation :** Bien que toutes les innovations commencent par des expériences de niche, un passage à l'échelle de l'agriculture biologique exige des actions qui peuvent permettre aux acteurs de travailler simultanément dans l'ensemble du système alimentaire. Il s'agit notamment des nouveaux réseaux de production et d'approvisionnement en intrants biologiques ; de la recherche participative et dirigée par les agriculteurs dans les exploitations agricoles et au niveau territorial pour développer de nouvelles pratiques et connaissances susceptibles d'améliorer les performances écologiques et productives ; des innovations dans la transformation axée sur la santé et des activités à valeur ajoutée qui exigent des solutions logistiques bien orchestrées ; de nouveaux modèles commerciaux pour échanger des produits biologiques entre producteurs, intermédiaires et consommateurs qui peuvent reconnaître et évaluer ces produits pour leurs qualités écologiques, sociales, alimentaires et sanitaires. Pour y parvenir, les acteurs du système alimentaire doivent non seulement s'engager dans les innovations technologiques en matière de production et de transformation, mais souvent plus important encore, ils doivent comprendre et accompagner les innovations en matière de garanties (c'est-à-dire s'assurer que les produits vendus sont à la fois sûrs et biologiques), dans une construction de marché équitable et inclusive (c'est-à-dire faire participer les petits exploitants comme les consommateurs pauvres) et soutenir les politiques publiques. Nous les appelons **" innovations institutionnelles organiques "** et ce sont les principales activités de ce projet. Plus précisément, nous allons : consolider et **construire des marchés innovants** au niveau territorial, innover dans **les systèmes de garantie** pour créer la confiance entre producteurs et consommateurs, innover dans les **processus et dialogues de politique publique** qui peuvent soutenir l'émergence, le développement et le passage à l'échelle d'une gamme d'innovations biologiques. Celles-ci seront accompagnées d'une recherche-action participative tout au long du projet.

**b) Géographie et contexte :** Ce projet encouragera et **passera à l’échelle** (en termes de présence géographique et de capacité organisationnelle, et en termes d'activités distribuées et autonomes) les **innovations institutionnelles biologiques** dans quatre pays (Mali, Maroc, Tanzanie, Ouganda) représentant différentes zones agroécologiques, le nombre d'agriculteurs biologiques, les terres agricoles converties et la pression du changement climatique sur les ressources naturelles. Ils en sont à différents stades d'innovation dans les dispositifs de marché et de garantie, travaillant dans différents cadres politiques, et le niveau d'intégration des petits agriculteurs dans les marchés d'exportation et les marchés intérieurs diffère. Ces différences permettront de contextualiser des innovations spécifiques et seront utilisées comparativement au niveau du continent pour faciliter l'apprentissage et l'échange (partage des meilleures pratiques, plaidoyer collectif et échanges d'acteurs). Cela contribuera à l'expansion de l'agriculture écologique et biologique (AAO) à travers l'Afrique en soutenant les efforts de plaidoyer menés par AfrONet au niveau continental (Union africaine, PDDAA, Initiative AEB).

**c) Objectif général du projet :** *Identifier et mettre en œuvre des innovations institutionnelles qui permettront un changement d’échelle de l'agriculture écologique et biologique sur tout le continent africain.*

**d) Partenaires et bénéficiaires :** AfrONet (coordinateur du projet), MoBioM (Mali), FIMABio (Maroc), RIAM (Maroc), TOAM (Tanzanie), NOGAMU (Ouganda), INRA (France), CIRAD (France). Tous les partenaires locaux, membres d'AfrONet, entretiennent des liens territoriaux étroits avec les instituts nationaux de recherche, les ministères, les autorités territoriales et les acteurs du secteur privé, qui seront mobilisés pour mettre en œuvre les activités locales. Les bénéficiaires sont les agriculteurs biologiques (et non encore biologiques), les consommateurs, les intermédiaires et les organismes de réglementation dans chacun des pays (environ 400 000 personnes). Tous les partenaires bénéficieront de l'échange de connaissances et du renforcement des capacités, notamment par le biais de la coopération Sud-Sud.

**e) Résultats, impact du projet** : Le projet aboutira à un certain nombre d'innovations institutionnelles et organisationnelles concrètes qui seront élaborées avec les acteurs biologiques locaux, sur la base des besoins identifiés collectivement dans chacun des quatre pays lors de la phase initiale. Les résultats spécifiques nécessaires pour coproduire ces innovations sont les suivants : 32 réunions et ateliers participatifs (par pays : 3 réunions villageoises, 1 réunion inter SPG sur les meilleures pratiques, 3 avec les gouvernements locaux, 1 interministérielle), 3 jeux de matériels de formation (création de marchés, développement du système de garantie participative (SPG), politiques biologiques), qui seront utilisés dans 84 sessions de formation (4 par pays pour les agriculteurs, 4 par pays pour les consommateurs, 10 par pays pour les nouveaux groupes SPG, 3 par pays pour les responsables politiques) ; 12 étudiants de maîtrise professionnalisés dans les systèmes d'alimentation biologique (1 étudiant par an et par WP par pays) ; 1 logiciel d'organisation SPG open source ; 1 guide de plaidoyer politique AfrONet ; diverses manifestations (conférence SIAM, manifestation parallèle de l'Union africaine, manifestations nationales de communication) ; 5 notes d'orientation (1 par pays, 1 continent) ; résultats de recherche publiés dans des revues universitaires et pratiques. Les activités du projet dans les quatre pays se traduiront par des marchés locaux nouveaux/plus équitables et inclusifs pour les produits écologiques et biologiques (intrants et aliments), un nombre accru de producteurs biologiques certifiés (par le biais de la certification PGS et de la certification par un tiers), un nombre accru de consommateurs sensibilisés aux produits biologiques, de nouvelles propositions de politiques publiques appuyant les produits biologiques et, en général, une résistance accrue des systèmes et acteurs écologiques et biologiques du territoire. Le projet contribuera ainsi directement aux objectifs de développement durable (ODD) 2, 12 et 15 ; et indirectement aux ODD 13, 11 et 1.

**f) Principaux éléments du budget proposé :** Gestion des programmes, développement et soutien des marchés, systèmes de garantie et de certification biologiques, élaboration et expérimentation de politiques, recherche et échanges d'apprentissage intercontinentaux, communication et diffusion des résultats.

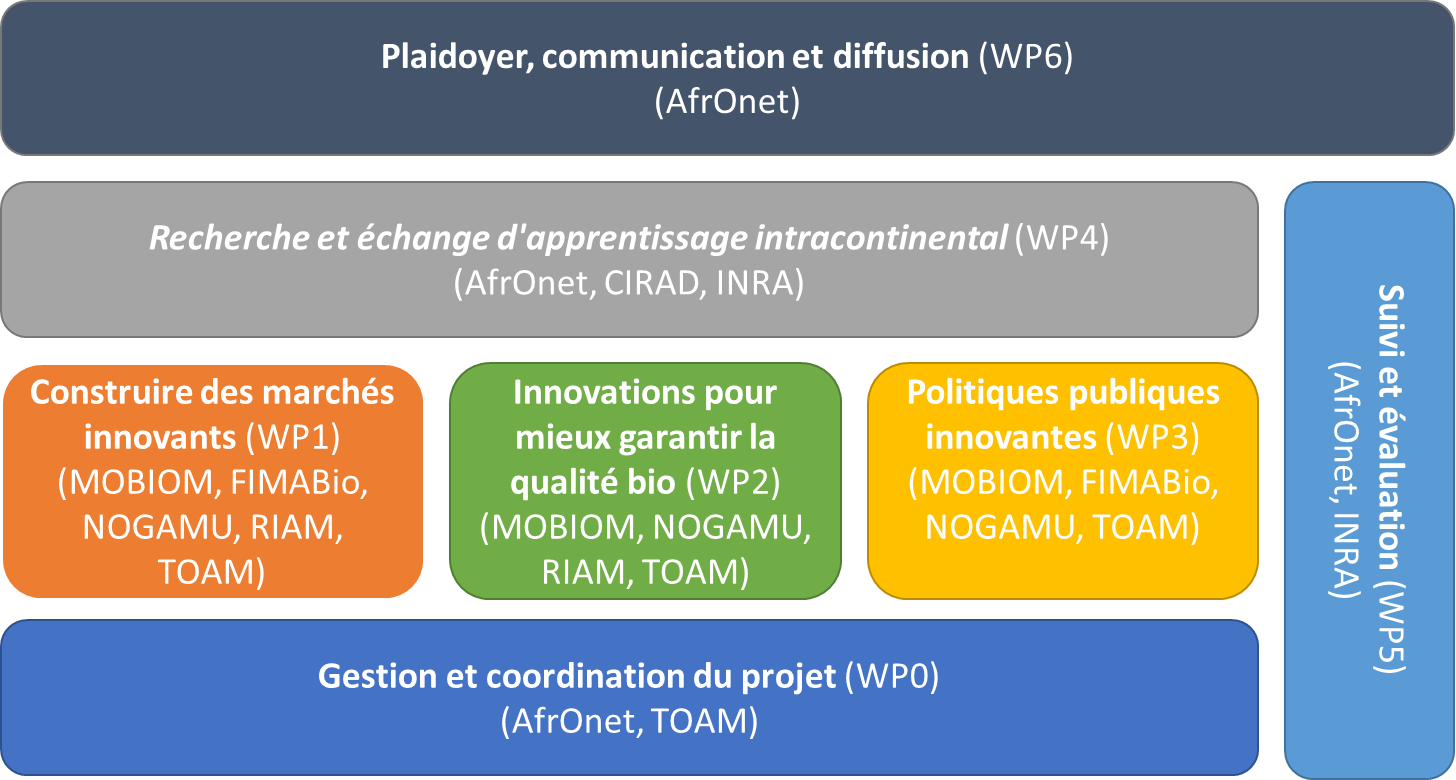
**2.2 Cadrage de la démarche d’innovation (2 pages)**

1. **A quels besoins / problématique l’innovation entend répondre ?** L’essor de l'agriculture biologique en Afrique est un résultat de l’expansion du marché d'exportation, qui a augmenté en réponse à la demande des consommateurs du Nord. Parallèlement, les mouvements biologiques se sont professionnalisés au cours des vingt dernières années. La production biologique et agroécologique est désormais de plus en plus reconnue comme un élément essentiel des stratégies africaines d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, ainsi que pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une population en rapide croissance et urbanisation (voir les conférences africaines sur l'agriculture biologique à Dakar 2018 et Lagos 2015). Les acteurs du secteur biologique ont reconnu la nécessité de créer des synergies entre les mouvements à travers le continent et ont développé AfrONet précisément à cette fin. Toutefois, de nombreux obstacles empêchent de libérer le potentiel de l'agriculture biologique et peuvent être surmontés par des innovations institutionnelles, car de nouvelles idées sur la manière de créer des marchés inclusifs et équitables doivent s'accompagner d'innovations dans les systèmes de garantie et les politiques publiques qui soutiennent le développement de la production et de la consommation biologiques.
2. **Etat des lieux de l’existant dans le domaine et justification du caractère innovant.** Le projet favorisera trois types d'innovations institutionnelles biologiques. **1. Construire et développer des marchés innovants :** L'idée de " relier les petits exploitants aux marchés ", qui consiste généralement à organiser les agriculteurs en groupes et en coopératives qui peuvent regrouper des produits individuels pour les vendre dans des " chaînes de valeur ", a toujours été appuyée. Bien qu'elle ait réussi à organiser les petits exploitants pour qu'ils produisent des produits biologiques tropicaux destinés à l'exportation, elle n'a pas réussi à encourager des systèmes de production biologique diversifiés qui sont ancrés dans des territoires et des chaînes de valeur inclusives qui peuvent fournir des aliments biologiques aux consommateurs locaux. Au lieu de cela, les producteurs biologiques ont été isolés de leurs voisins et des consommateurs potentiels, tout en augmentant les coûts des produits biologiques. De nombreuses innovations dans les modèles d'affaires qui lient les producteurs biologiques aux consommateurs sur des marchés territoriaux plus équitables et inclusifs que les chaînes de valeur mondiales ont vu le jour au cours des cinq à dix dernières années en Afrique. Les producteurs et les consommateurs commencent à se rencontrer plus régulièrement pour échanger des intrants, des technologies et des produits et pour construire de nouveaux modèles de propriété, d'équité, de partage du temps et d'achat solidaire. Les médias sociaux et les plates-formes Internet permettent une plus grande transparence des intermédiaires et de nouvelles solutions logistiques peuvent offrir des solutions de taille moyenne pour l'agrégation et le stockage des produits. Le projet expérimentera différentes combinaisons de ces solutions pour trouver des modèles d'affaires innovateurs qui sont les plus inclusifs et équitables dans chaque contexte local. **2. Innovations en matière de garanties :** Alors que la certification par une tierce partie est la forme de certification par défaut consacrée par la législation biologique nationale, d'autres formes de garantie de la qualité biologique, plus conformes aux systèmes sociaux et de production des petits exploitants, sont actuellement expérimentées dans 67 pays. Les systèmes de garantie participative (PGS) font passer la confiance des consommateurs dans les étiquettes et les certificateurs professionnels à une relation directe avec les producteurs. PGS compte sur l'expertise et le dialogue des producteurs et des consommateurs pour s'assurer que les pratiques biologiques et agroécologiques sont mises en œuvre à la ferme et que les personnes qui sont impliquées dans le système biologique ont un rôle d'agence dans le processus décisionnel. Les règles internes et la répartition des responsabilités au sein des SPG varient considérablement, ce qui a limité l'expansion des SPG sur le plan géographique et social. Le projet mettra à l'essai des SPG existantes qui en sont à différentes étapes de création et d'expansion afin de déterminer quelles technologies, quels rôles et quelles responsabilités (p. ex. logiciels libres, vidéos, listes de contrôle améliorées, cartes illustrées) peuvent permettre une expansion tout en préservant la rigueur et la valeur sociale des SPG comme moyen de certification. **3. Politiques publiques innovantes** : Pour que l'agriculture biologique assure une transition agroécologique, les politiques publiques doivent à la fois soutenir le développement d'une variété de systèmes de production et de marchés, tout en éliminant les politiques qui ont des effets pervers sur une transition agroécologique. Deux pays d'Afrique disposent d'une législation biologique et d'organismes d'exécution nationaux correspondants (Maroc et Tunisie) et la Communauté économique d'Afrique de l'Est a approuvé la norme sur les produits biologiques en Afrique de l'Est (EAOPS) qui est administrée par les mouvements biologiques nationaux. Une norme technique biologique a été adoptée par l'Organisation africaine de normalisation et les chefs d'État de l'Union africaine ont adopté l'Initiative pour l'agriculture écologique et biologique (EOA) qui appuie l'élaboration de politiques dans les pays membres. Le défi de politique publique auquel sont actuellement confrontés les pays africains est de soutenir à la fois les marchés d'exportation et les marchés intérieurs pour les produits biologiques qui offrent des opportunités économiques aux producteurs, récompensent la conservation des écosystèmes et protègent la santé et la sécurité des consommateurs locaux. Le projet organisera des dialogues multi-acteurs avec les décideurs politiques à différents niveaux d'administration dans chaque pays et à travers l'Afrique pour co-construire un appui institutionnel innovant et discuter de nouvelles politiques publiques (par exemple, différents types de programmes de marchés publics, marchés territoriaux, foires biologiques, etc.).
3. **Présentation d’éléments d’évaluation ex-ante de l’innovation.** Les ONG locales partenaires de ce projet sont à la tête des mouvements biologiques et agroécologiques de leur pays et connaissent très bien les défis qu'elles doivent relever pour sensibiliser les consommateurs, aider les producteurs à se convertir à la production biologique et négocier des environnements politiques favorables. Ce projet permettra d'intensifier leurs efforts en finançant la mise à l'essai à plus grande échelle de nouvelles idées qui se sont révélées prometteuses à l'échelle locale. De plus, le projet fournira une collaboration entre les pays qui aidera les partenaires du projet à être plus efficaces dans leurs efforts aux niveaux local et international. La recherche-action augmentera l'impact des activités des partenaires locaux : ateliers participatifs, méthodologie de suivi et d'évaluation, collecte de données et soutien à la réflexivité des partenaires qui peuvent être utilisés pour améliorer les pratiques de gouvernance, le plaidoyer international et l'apprentissage dans AfrOnet. Cet impact est réalisable parce qu'AfrONet est une organisation basée sur ses membres, composée de 30 mouvements biologiques nationaux en Afrique et reconnue par l'Union Africaine.
4. **Description du processus d’innovation et positionnement du projet.** Le projet innovera dans trois domaines : les marchés, les garanties et les politiques publiques. Les innovations commerciales consisteront en des expériences à petite échelle de différents modèles d'entreprise, qui seront évaluées et validées par des voyages d'apprentissage à travers le pays. De nouveaux marchés d'intrants biologiques seront explorés (p. ex. échanges équitables, banques de semences, biopesticides, compost municipal) et des technologies logistiques seront développées pour réduire les pertes et les déchets. Les innovations en matière de garantie commenceront à la phase d'évaluation et de validation, telles qu'elles existent dans les quatre pays, mais le projet s'efforcera d'identifier des combinaisons spécifiques de contrôle et de responsabilités qui peuvent être capitalisées et étendues à d'autres SPG du réseau AfrONet. Des technologies de l'information spécifiques permettant de mieux intégrer les consommateurs dans les SPG seront expérimentées. Des dialogues sur les politiques seront organisés dans chaque pays ainsi qu'au niveau continental, et une méthode participative novatrice de facilitation sera testée. Les capacités des partenaires du projet et d'AfrONet à organiser ces dialogues seront renforcées et auront pour objectif d'assurer que les innovations en matière de marché, de garantie et de politiques (par exemple, les marchés publics, les foires biologiques, l'utilisation de la propriété communautaire pour les produits biologiques, etc.
5. **Présentation des partenariats envisagés autour de l’innovation.** Depuis le 1er mai 2012, **AfrONet** est l'alliance continentale des parties prenantes de l'AEO en Afrique. AfrONet assurera la gestion et l'administration du projet ainsi que la communication et le plaidoyer politique panafricain. Les partenaires locaux sont membres d'AfrONet et collaborent activement depuis leur adhésion. Le National Organic Agricultural Movement of Uganda (**Nogamu**), le Tanzania Organic Agriculture Movement (**Toam**), le Mouvement Biologique Malien (**Mobiom**), la Fédération Interprofessionnelle Marocaine de la Filière Biologique (**FIMABio**) et le Réseau des Initiatives Agroécologiques au Maroc (**Riam**), seront responsables de la gestion nationale des innovations dans les trois domaines du projet, contribuant ainsi au plaidoyer continental. Le **Cirad** et l'**Inra** ont une expertise en matière des SPGs, de modèles d’entreprise et de la construction de marchés, d'analyse des politiques publiques et d'analyse des impacts socio-économiques des systèmes alimentaires biologiques. Depuis 2013, l'INRA collabore avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour mener des recherches-action sur les innovations institutionnelles qui permettent aux marchés d'encourager l'adoption de l'agriculture durable. Un réseau d'innovateurs dans 20 pays est actif dans l’échange d'expériences sur les innovations institutionnelles ; le projet contribuera à ce réseau.
6. **Propositions relatives à l’évaluation et à la capitalisation.** Un mécanisme participatif de suivi et d'évaluation du projet sera développé et géré par AfrONet et l'INRA. Les points de données pour le suivi et l'évaluation seront établis en même temps que les données de référence au début du projet au cours du premier atelier des partenaires. Ceux-ci seront suivis par le personnel du projet à intervalles réguliers de 6 mois et une évaluation finale sera effectuée par l'INRA et AfrONet. Nous développerons les innovations de ce projet par la création de produits spécifiques : 1) Un guide pour les membres d'AfrONet sur la façon de consolider leur innovation sur le terrain, 2) une stratégie de plaidoyer pour les membres d'AfrONet pour engager les décideurs dans des politiques biologiques plus actives, 3) des notes politiques nationales sur les systèmes alimentaires biologiques, 4) une note politique internationale adressée à l'Union africaine sur l'initiative EOA, le dialogue CAADP et les GDS ; 5) les résultats de la recherche-action seront publiés dans des rapports de recherche axés sur la communauté internationale du développement agricole (et les revues scientifiques le cas échéant) ; 6) un cadre d'évaluation de l'impact des innovations institutionnelles qui sera utilisé par les partenaires pour mesurer leur impact lorsque le projet sera terminé.
7. **Lien avec les politiques publiques.** Les partenaires du projet s'engageront directement dans les politiques publiques dans chaque pays et au niveau continental. Grâce à l'expérimentation de politiques publiques, des progrès sont envisagés dans les politiques sectorielles pour l'agroécologie et l'agriculture biologique dans chaque pays. En outre, l'engagement au niveau municipal autour de la construction de marchés est envisagé et un dialogue direct avec les gouvernements municipaux aboutira à la reconnaissance de marchés innovants dans chaque pays. Enfin, par le biais du réseau AfrONet, les partenaires du projet présenteront les résultats du projet et les notes d'orientation aux décideurs au niveau de l'Union africaine. Les résultats du projet seront également intégrés directement dans l'initiative AEB car AfrONet est responsable de sa mise en œuvre.

**2.3 Le projet : pertinence, objectifs, dispositif, méthodologie, interventions, risques, prise en compte du genre (3 pages)**

1. **Description de la pertinence de la proposition au regard de la situation locale.** Pour l'agriculture biologique de passer à l’échelle dans toute l'Afrique, les acteurs des systèmes alimentaires doivent s'engager non seulement dans les innovations technologiques dans la production et la transformation, mais aussi dans la compréhension et l'accompagnement des innovations en matière de garanties, de construction de marchés équitables et inclusifs et de politiques publiques. Il n'y a pas de meilleur partenaire que AfrONet pour mener à bien ce travail parce que leurs membres ont prouvé leur capacité à faire évoluer leurs mouvements de néant vers des organisations capables de négocier et de mettre en œuvre une politique continentale pour l'Union africaine. La capacité de rassemblement d'AfrONet sur l'ensemble du continent garantit que les innovations seront adoptées. Mais il est également important d'ancrer les efforts de plaidoyer d'AfrONet dans des réalisations et des innovations concrètes. Nous proposons donc de travailler simultanément dans 4 pays dont les mouvements biologiques nationaux sont déjà membres d'AfrONet. L'Ouganda - l'exemple à suivre pour l'agriculture biologique en Afrique - est le pays qui compte le deuxième plus grand nombre de producteurs certifiés dans le monde (210.352), dont beaucoup sont certifiés par l'intermédiaire de PGS pour le marché intérieur. Suite à une crise interne, à la constitution d'une nouvelle direction et d'un nouveau conseil d'administration, la NOGAMU est revenue à une participation active de ses membres dans la détermination des priorités du mouvement et dans la construction de marchés nationaux et régionaux. La Tanzanie est le troisième plus grand pays du monde en termes de superficie de terres sauvages collectées certifiées biologiques (2,4 m ha) et a une longue histoire de collaboration entre commerçants, chercheurs et producteurs. TOAM héberge AfrONet et gère ses comptes financiers. Actuellement, Zanzibar, leader dans le domaine des épices et du thé biologiques, a déclaré qu'elle deviendrait une île biologique comprenant une politique agricole globale et un marché touristique avec différentes formes de certification. Le Maroc est le deuxième pays africain à adopter une législation biologique nationale (2012), entrée en vigueur en 2018. Le secteur en pleine expansion, axé sur l'exportation, est dirigé par FIMABio, qui utilise la certification par des tiers et la conformité aux normes biologiques de l'UE. Dans le même temps, un mouvement agroécologique en pleine croissance est mené par le RIAM qui a développé un PGS, une marque privée et des marchés locaux. Le Maroc accueillera la 5e Conférence africaine sur l'agriculture biologique en 2020. Au Mali, le MoBioM a été créé en 2002 pour organiser environ 10 000 producteurs de coton biologique. Au fil des ans, ils sont devenus indépendants du soutien d'Helvetas et ont récemment reçu l'appui de la CEDEAO pour développer des plans stratégiques et de communication nationaux et du matériel de formation pour les agriculteurs. Le MoBioM a diversifié les systèmes de production de ses membres et s'intéresse à la création de marchés territoriaux. L'INRA et le Cirad (France) collaborent avec les partenaires depuis le milieu des années 2000.
2. **Résultats attendus localement, impacts possibles.** Compte tenu que chaque pays se trouve à un stade de développement différent dans son processus d'innovation, qu'il est confronté à des défis différents en matière de durabilité, et qu'il dispose de possibilités politiques et socio-économiques différentes, les résultats escomptés et les impacts potentiels varient. En plus des résultats liés à chaque résultat spécifique de ce projet, nous espérons que l'impact principal de ce projet sera le renforcement des institutions biologiques dans chaque pays et sur le continent. Voici les résultats propres à chaque pays. Au Mali, l'augmentation du nombre d'agriculteurs diversifiés certifiés, de nouveaux marchés pour les intrants et les produits biologiques dans trois communautés, la révision des coûts et des procédures de certification biologique - en particulier par la création des SPG. Une stratégie de politique biologique pour le pays. Au Maroc, augmentation des ventes de produits biologiques sur les marchés domestiques actuels et nouveaux marchés d'intrants et de produits dans 7 villes. Augmentation du nombre d'agriculteurs certifiés en SPG pour le marché local et augmentation de la certification par une tierce partie pour l'exportation. Révision des coûts et des procédures de certification biologique et d'une stratégie pour la coexistence des SPG dans le pays. En Ouganda, augmentation du nombre d'agriculteurs biologiques certifiés par PGS, vente de produits biologiques dans la plateforme de vente en ligne Kgreen (Kampala green city), nouveaux marchés pour les intrants et produits dans 3 communautés. La politique biologique est approuvée par le MoFPED. En Tanzanie, une politique d'agriculture biologique favorable qui inclut le SPG (en particulier à Zanzibar), l'augmentation des exportations de chaînes de valeur biologiques (épices, gingembre, fruits, café), la révision des coûts et procédures de certification biologique, et de nouveaux marchés pour les intrants et produits biologiques dans au moins 3 communautés.
3. **Schéma organisationnel.** Le secrétariat d'AfrONet est responsable de la gestion du projet et de la coordination entre tous les partenaires du projet (WP0). Ils seront responsables de la collecte et de la diffusion des livrables du projet au donateur et aux parties prenantes sur la base d'un plan de communication établi (WP6). Chaque partenaire local est responsable de la mise en œuvre des activités d'innovation dans son pays (WPs1-3). Le Cirad et l'Inra sont chargés de développer des activités de recherche à la demande des partenaires. En collaboration avec AfrONet, ils organiseront des échanges d'apprentissage intercontinentaux entre les partenaires du projet (WP4). Un mécanisme participatif de suivi et d'évaluation du projet sera développé et géré par AfrONet et l'INRA (WP5). Une évaluation interne sera effectuée au cours du troisième trimestre de l'année 2003.

Figure 1: Mode opératoire et Work Packages



1. **Mode opératoire du projet.** L'approche globale de ce projet consiste à s'engager avec un réseau d'acteurs qui sont déjà activement impliqués dans les innovations institutionnelles biologiques dans leur pays. Le projet financera des expériences spécifiques et des transformations d'échelle dans trois domaines de l'innovation : marchés, garanties et politiques publiques. En outre, nous mobiliserons le réseau pour organiser une série d'ateliers de co-construction et d'échanges d'apprentissage à travers le pays qui stimuleront des idées novatrices et le partage d'expériences qui se traduiront dans la pratique. Suivant une méthode précédemment développée par l'INRA, la recherche-action accompagnera les activités des WP 1-3, notamment avec le placement de stagiaires dans chaque organisation partenaire locale. En outre, des formations sur mesure auront lieu dans chacun des trois domaines dans chaque pays, à l'aide de matériels développés par les partenaires locaux avant et pendant le projet, les idées et innovations générées dans les expériences pratiques, les études de recherche et les échanges d'apprentissage seront ainsi directement intégrées dans les activités des partenaires.

Tableau 1: Le charte Gantt du projet

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Y1 | | | | Y2 | | | | Y3 | | | |
|  | Q1 | Q2 | Q3 | Q4 | Q1 | Q2 | Q3 | Q4 | Q1 | Q2 | Q3 | Q4 |
| WP0 | Int’l/ Nat’l Overture |  | Réunion nat’l | Réunion nat’l |  | Réunion nat’l | Réunion nat’l |  |  | Réunion nat’l | Réunion nat’l | Int’l / Nat’l Cloture |
| WP1 | Ateliers Villages | Essais | Formation Prod. | Format.Consom | Ateliers Villages | Essais | Formation Prod. | Format.Consom | Ateliers Villages | Essais | Formation Prod. | Format.Consom |
| WP2 |  | Atelier inter-SPG | Essais SPG | Essais SPG | Essais SPG / logiciel | Essais SPG / logiciel | Format  SPG | Format  SPG | Format  SPG | Format  SPG | Format  SPG | Format  SPG |
| WP3 |  | Dialogues Commune | Dialogues Commune | Analyse pol. | Analyse pol. | Inter-ministères | Formation | Formation | Formation | Formation |  |  |
| WP4 |  | M2 Stage | M2 Stage | EAP |  | M2 Stage | EAP  M2 Stage |  |  | EAP  M2 Stage | M2 Stage |  |
| WP5 | Atelier de reference |  |  |  |  | Eval mi-parcours |  |  |  |  | Eval  Interne | Eval  Externe |
| WP6 | Plan  Comm |  | OWC Rennes |  |  | SIAM |  | Notes PP |  | AU SE |  | Guide  AfrONet |

**e. Description des principales interventions.** Les tâches (WPs) de ce projet (Figure 1) seront réalisés simultanément (Tableau 1) et contribueront à la réalisation des objectifs du projet. ***WP0 : Gestion et coordination.***Une première réunion internationale de lancement aura lieu à Dar-es-Salam, avec tous les partenaires du projet. L'ensemble de la méthodologie sera discuté collectivement ainsi que les critères spécifiques de suivi et d'évaluation. Par la suite, des réunions nationales de lancement seront organisées dans les quatre pays dans le but de préciser collectivement les besoins et d'affiner les activités qui seront menées au niveau national. Évidemment, des vidéoconférences/téléconférences seront organisées ad hoc pour assurer une communication interne fluide et dynamique. Une réunion annuelle nationale aura lieu chaque année pour s'assurer que les activités sont sur la bonne voie ; certaines d'entre elles se tiendront immédiatement après les échanges d'apprentissage entre pays (WP4) pour plus d'efficacité, d'efficience et de réduction des coûts. A la fin, un atelier de clôture multipartite sera organisé dans les quatre pays afin de faire le point sur les résultats, d'évaluer les actions menées sur le terrain, de recueillir les enseignements tirés et de consolider l'action. Celles-ci seront consolidées dans le guide AfrONet (un produit du WP6), qui sera finalisé lors de la réunion finale du projet international. Un cadre supérieur à plein temps sera recruté chez AfrONet pour gérer le projet et les finances en collaboration avec TOAM (qui gère officiellement les finances d'AfrONet). Un agent de projet local sera recruté dans chaque pays pour veiller à ce que les activités nationales soient menées à bien et à ce que les résultats soient obtenus. AfrONet a consacré 2 % du budget aux audits annuels des finances des projets et du personnel spécialisé facilitera sa réalisation.

***WP1 : Construire des marchés innovants.***Des expériences de modèles d'affaires seront organisées en collaboration avec des producteurs, des transformateurs, des intermédiaires, des consommateurs et des gouvernements locaux dans au moins trois villes ou villages de chaque pays. Les modèles spécifiques seront déterminés lors des réunions villageoises, mais ils peuvent inclure : plates-formes électroniques, marchés de producteurs avec des chartes d'équité et d'inclusion, groupes d'achats solidaires, solutions logistiques open source, systèmes de livraison par application, foires biologiques, banque du temps, etc. Quatre sessions de formation par pays seront organisées avec les producteurs et porteront sur la mise en place d'échanges d'intrants, le marketing direct et l'étiquetage, le conditionnement et la logistique, et la certification. Quatre sessions de formation par pays seront organisées pour les consommateurs et porteront sur l'alimentation saine et durable, la certification et l'étiquetage biologiques, la saisonnalité, la préparation et l'entreposage écologiques des aliments. Les sujets de recherche-action pour les stagiaires seront déterminés pendant les événements nationaux de lancement, mais les questions de recherche peuvent inclure : l'équité entre les sexes dans les accords de propriété ; les effets des différents modèles commerciaux sur l'inclusion des consommateurs et producteurs pauvres ; la logistique rentable, économe en énergie, équitable sur le plan économique et social ; l'équité des comités de fixation des prix.

***WP2 : Innovations pour mieux garantir la qualité bio.*** Les essais de SPG feront partie des campagnes nationales visant à accroître la certification. Ces expériences, déterminées par les partenaires lors des réunions nationales de lancement, permettront de tester les différences dans l'organisation et la taille des groupes sur la création de la confiance, l'efficacité des différents styles d'évaluation par les pairs, les combinaisons de technologies sociales et informationnelles sur la cohésion du groupe et les coûts des différentes formes de certification afin de voir ce qui est faisable. Plus précisément, la mise au point d'un logiciel de gestion à code source ouvert pour aider les SPG à gérer la documentation de l'examen par les pairs sera élaborée et mise à l'essai dans chaque pays. Commençant par une réunion inter-SPG dans chaque pays, qui réunira des représentants de tous les SPG existants, mettra en évidence les défis et les meilleures pratiques dans le pays. Dans le cadre d'une campagne d'adhésion aux SPG que les partenaires locaux entreprennent, au moins 10 formations pour les nouveaux groupes de SPG seront organisées dans chaque pays. Le matériel de formation sera élaboré à partir des résultats de la recherche-action, du matériel disponible à l'échelle internationale et du matériel des partenaires.

***WP3: Politiques publiques innovantes.*** Dans les 3 mêmes villes/villages où l'expérimentation du marché est en cours (WP1), des dialogues multi-acteurs avec les décideurs politiques au niveau municipal seront organisés. Ces dialogues serviront à sensibiliser les fonctionnaires municipaux à l'agriculture biologique et à explorer collectivement des idées pour différents types de soutien au niveau municipal (p. ex. programmes d'approvisionnement public pour les écoles locales, marchés territoriaux, foires biologiques, utilisation de la propriété communautaire pour le biologique, etc.) Une analyse politique de chaque cadre institutionnel et politique sera menée dans chaque pays et servira de base à des propositions d'innovation politique. Une réunion interministérielle nationale par pays aura lieu pour stimuler le dialogue intersectoriel, en particulier entre les ministères de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, du développement économique, de l'industrie et du commerce. Ces réunions permettront d'identifier des sujets d'intérêt pour l'élaboration d'une formation sur l'élaboration de politiques biologiques à l'intention des fonctionnaires ministériels. Quatre sessions de formation seront organisées dans chaque pays. La recherche-action axée sur les politiques peut consister à : étudier les impacts de politiques de soutien, destructrices ou novatrices ; ou à recueillir des données plus génériques qui peuvent établir la présence et l'importance de l'agriculture biologique dans les pays par rapport à la réalisation des ODD et à l'alignement avec les politiques PDDAA.

***WP4 : Recherche et échange d'apprentissage intracontinental.*** Des échanges d'apprentissage entre pays (EAP) auront également lieu chaque année et amèneront les agriculteurs et les consommateurs dans les pays partenaires pour voir les innovations institutionnelles en action. Cette activité de partage des meilleures pratiques, de plaidoyer collectif et d'échanges d'acteurs sera facilitée par AfrONet. Pour ce faire, le projet s'appuiera sur une démarche de recherche-action menée par les partenaires locaux de l'INRA, le Cirad et placera des stagiaires chez chacun des partenaires locaux. Chaque stagiaire sera recruté dans les universités locales et sera co-supervisé avec des chercheurs locaux. Tous les partenaires locaux entretiennent des relations de travail avec les universités locales, en particulier : Sokoine University of Agriculture en Tanzanie, Uganda Martyrs University, Université Mohamed V de Rabat et INRA au Maroc, et l'institut polytechnique rural de Katibougou (IPR/IFRA) au Mali. En outre, des études spécifiques seront menées dans et entre les pays qui contribueront à la fois aux connaissances pratiques et scientifiques dans le domaine de l'innovation et des études de transition. Ces nouvelles données seront capitalisées dans les matériels de formation, les notes d'orientation, le guide AfrONet et les articles universitaires produits dans le WP6.

***WP5 : Suivi et évaluation.*** Les partenaires de recherche mettront au point un système participatif de suivi et d'évaluation qui leur permettra de mieux comprendre non seulement la mise en œuvre du projet, mais aussi l'impact des innovations institutionnelles que les partenaires pourront évaluer une fois le projet terminé. (voir section 2.2.f). AfrONet acceptera une évaluation externe du projet en Y3, comme demandé par l'AFD. Le cadre et les résultats du S&E interne seront mis à la disposition de l'AFD et les ressources en personnel de l'INRA et d'AfrONet seront consacrées à ce WP.

***WP6 : Plaidoyer, communication et diffusion.*** Ce WP est dédié à la capitalisation des activités du projet et assurera une large diffusion des résultats du projet. Un plan de communication détaillé (p. ex. un site Web, une présence dans les médias sociaux, des messages radiophoniques dans les langues locales) sera élaboré par un membre du personnel spécialisé afin de cibler la diffusion des résultats du projet. 5 notes d'orientation seront rédigées (1 par pays, 1 international). Des manifestations parallèles stratégiques seront organisées pour accroître la visibilité du projet et l'impact des activités des partenaires. La participation au Congrès mondial de l'agriculture biologique à Rennes, en France, en 2020 est déjà prévue par les membres partenaires et les informations sur le projet peuvent y être distribuées. Une conférence au SIAM (Salon International de l'Agriculture au Maroc - Meknès) au Maroc sera organisée en 2021 ; et une manifestation parallèle au Sommet des Chefs d'Etat de l'Union Africaine en 2022 pourra lancer les notes politiques.

**f. Coûts de mise en œuvre.** Les dépenses les plus importantes du budget (26,2 %) sont celles du personnel local à temps plein. Les taux utilisés sont basés sur les taux en vigueur dans chaque organisation partenaire. Les activités du projet (13,2 %) et la formation (13 %) sont les deuxièmes catégories les plus importantes et les activités spécifiques sont détaillées à la section 2.3.c. L'expertise nordique est la deuxième catégorie la plus importante, suivie des missions de courte durée, et renvoie au soutien du partenaire du Nord au projet. Il existe des lignes budgétaires désignées pour l'audit et l'évaluation. Les frais administratifs sont évalués à 7 % du budget total. Le cofinancement est assuré par chaque partenaire et consiste en des contributions salariales en nature. Un budget détaillé figure à l'annexe 1.

Table 2: Tableau des dépenses prévisionnelles

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° | Rubriques | Tranche 1 (en €) | Tranche 2 (en €) | Tranche 3 (en €) | Total (en €) | % budget total | |
| 3 | Transferts financiers | 315 | 630 | 105 | 1,050 | 0.1% | |
| 4 | Fournitures et consommables | 8,400 | 16,800 | 2,800 | 28,000 | 1.7% | |
| 5 | Etudes ou expertises du nord | 50,934 | 101,868 | 16,978 | 169,781 | 10.6% | |
| 6 | Etudes ou expertises du sud | 13,800 | 27,600 | 4,600 | 46,000 | 2.9% | |
| 8 | Personnel local (8, Agents locaux, CDD 3 ans) | 126,090 | 252,180 | 42,030 | 420,300 | 26.2% | |
| 9 | Activités (détaillés en annexe) | 63,600 | 127,200 | 21,200 | 212,000 | 13.2% | |
| 10 | Renforcement de capacités et formation | 62,400 | 124,800 | 20,800 | 208,000 | 13.0% | |
| 11 | Services extérieurs à l'ONG | 3,000 | 6,000 | 1,000 | 10,000 | 0.6% | |
| 12 | Mission de courte durée (30) | 40,788 | 81,576 | 13,596 | 135,960 | 8.5% | |
| 14 | Evaluation | 33,040 | 66,080 | 11,013 | 110,133 | 6.9% | |
| 15 | Capitalisation | 17,100 | 34,200 | 5,700 | 57,000 | 3.6% | |
| 16 | Audit | 8,389 | 16,778 | 2,796 | 27,964 | 1.7% | |
| 18 | Sous-total coûts directs | 427,856 | 855,712 | 142,619 | 1,426,187 |  | |
| 19 | Divers et imprévus (5% maximum de 18) | 21,393 | 42,786 | 7,131 | 71,309 |  | |
| 20 | Total des coûts directs (18+19) | 449,249 | 898,498 | 149,750 | 1,497,496 |  | |
| 21 | Frais administratifs ou de structure : (7%) : | 31,447 | 62,895 | 10,482 | 104,825 |  | |
| 22 | **TOTAL GENERAL (20+21)** | **480,696** | **961,393** | **160,232** | **1,602,321** |  | |
| 23 | TOTAL CO-FINANCEMENT | 48,069 | 96,140 | 16,023 | 160,232 |  | |
| 24 | **TOTAL DEMANDÉ AUPRÈS AFD** | **432,627** | **865,253** | **144,209** | **1,442,089** |  |

1. **Risques probables et moyens prévus pour y faire face.** *Difficultés à recruter de nouveaux producteurs et consommateurs.* Les partenaires du projet s'emploieront activement à utiliser de nouvelles stratégies de communication et de nouveaux réseaux sociaux pour s'assurer qu'ils atteignent les objectifs du projet d'expansion de leurs réseaux. *Difficultés à travailler avec les décideurs politiques.* Il faut beaucoup de temps pour formuler des politiques, car pour influencer les législateurs, il faut de multiples processus et dialogues. Avec un changement de gouvernement, les politiques peuvent être facilement modifiées pour répondre aux intérêts politiques. Le projet fera appel à différentes interventions pour formuler des politiques par le biais de dialogues, d'ateliers et de l'élaboration de données probantes fondées sur la recherche qui seront présentées aux législateurs. En outre, les décideurs politiques des villes moyennes et des capitales s'engageront directement dans chaque pays pour expérimenter à la fois les politiques publiques et la construction de marchés locaux. Chaque partenaire du projet entretient déjà des relations avec les gouvernements municipaux, nationaux et régionaux puisqu'ils sont les acteurs officiellement reconnus du mouvement biologique. En outre, AfrONet offre une occasion directe de dialogue avec les décideurs politiques de l'Union Africaine.
2. **Genre**. Le projet abordera les questions de genre à la fois dans ses partenaires et dans leurs activités. En ce qui concerne les partenaires du projet, les quatre des huit équipes partenaires sont dirigées par des femmes et le recrutement du personnel du projet et des étudiants à la maîtrise visera à maintenir un équilibre entre les sexes au sein de chaque équipe. En termes d'activités, il y aura des tentatives spécifiques pour créer un équilibre entre les sexes et les âges lors de la formation et de l'inclusion des acteurs dans les visites de terrain et les échanges. Nous serons particulièrement attentifs à identifier les innovations qui incluent les groupes marginalisés et qui promettent de corriger les inégalités existantes entre les hommes et les femmes en termes d'accès aux marchés, de droits à la propriété et de pouvoir dans le système alimentaire. Certaines des expériences de marché se concentreront spécifiquement sur les possibilités d'emploi des jeunes et les expériences de garantie viseront à diversifier la participation des hommes et des femmes au sein des groupes, conformément aux normes culturelles acceptées, afin d'éliminer tout effet négatif potentiel. AfrONet est preneur à l'appui offert par l'AFD afin d'identifier comment mieux intégrer une approche genre dans les activités du projet.

**2.4 Capacité de mise en œuvre du projet, expertise (1 page)**

1. **Capacité de mise en œuvre du projet (organisation et partenaires)**

AfrONet est une organisation récemment fondée, mais son personnel et ses membres partenaires ont une longue expérience dans le secteur biologique puisqu'ils ont créé les mouvements biologiques nationaux dans leur pays. Les partenaires les plus anciens ont près de 20 ans d'expérience dans le renforcement des capacités et la formation des agriculteurs, l'élaboration de politiques et de stratégies biologiques et la conduite de recherches-actions. AfrONet et son directeur financier TOAM ont géré avec succès d'importantes subventions de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA), de l'Union européenne DEVCO, de la Direction suisse de la coopération au développement (DDC), SWISS AID et DANIDA. NOGAMU a reçu des fonds de l'ASDI et de la DDC. Le MoBioM a été soutenu par Helvetas, Oxfam et l'Union européenne. FIMABio est l'organisation interprofessionnelle nationale du secteur biologique et reçoit un financement du Ministère marocain de l'Agriculture, SWISS CONTACT et a signé un protocole d'accord avec Crédit Agricole au Maroc en 2019. Depuis 2013, le RIAM a développé une expérience pilote de développement du SPG dans la région de Rabat. Ils sont rejoints par le Cirad depuis 2016 et soutenus par la Fondation du Crédit Agricole au Maroc depuis 2018. Le Cirad dispose d'une longue expérience en matière d'appui au développement par le biais de programmes de recherche-action, en particulier en Afrique ; ils ont également été financés à de nombreuses reprises par l'AFD. L'INRA a reçu des fonds pour 14 projets de recherche sur des sujets liés à ce projet, dont trois études comparatives internationales financées par la FAO et Fairtrade International.

1. **Expertise mobilisée**

L'expertise mobilisée dans ce projet va de la connaissance agroécologique et agronomique des systèmes de production biologique à la connaissance marketing et financière, en passant par les différentes formes de certification et garanties. Une expertise expérientielle est également présente en termes de gestion de groupe, de coordination sectorielle, d'engagement des consommateurs et d'expérience dans l'élaboration de politiques biologiques pour la législation nationale et régionale. L'expertise académique mobilisée dans ce projet provient de l'économie, des sciences politiques et de la sociologie, avec des spécialisations dans la formation des politiques agricoles, l'impact socio-économique des normes et de la certification, et les processus d'innovation.

1. **Capacité de l’ONG à conduire un processus d’innovation**

AfrONet dispose d'une grande capacité avérée à conduire des processus d'innovation. Tout d'abord, elle compte parmi ses membres 30 mouvements nationaux d'agriculture biologique (NOAM) et institutions de recherche à travers le continent africain, qui sont représentés par deux dirigeants régionaux à l'Assemblée générale, qui se réunit tous les trois ans. Les partenaires de ce projet proviennent de 3 régions (Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest et Afrique du Nord) et chaque région compte 2 membres représentés à l'Assemblée Générale. Deuxièmement, AfrONet apporte une contribution des pays anglophones où l'agriculture biologique pour l'exportation est bien développée et respectée comme moyen de réduire la pauvreté et d'accroître la sécurité alimentaire. Troisièmement, AfrONet dirige le développement d'un secteur biologique panafricain dans son rôle d'organisme de coordination de l'Initiative pour l'agriculture écologique et biologique de l'Union africaine. Quatrièmement, AfrONet est également à l'avant-garde des discussions sur l'inclusion des produits biologiques dans la zone de libre-échange continentale africaine. Enfin, l'élargissement de l'adhésion à AfrONet garantit une large diffusion des résultats du projet. Elle permet également à l'AFD d'être bien informée des développements actuels et des possibilités pour l'avenir de l'agriculture biologique sur l'ensemble du continent.

1. **Capacités à conduire un dialogue sectoriel avec l’AFD**

AfrONet est extrêmement bien placé pour engager un dialogue sectoriel avec l'AFD. Premièrement, AfrONet a de l'expérience dans la gestion de projets régionaux et continentaux couvrant plus d'un pays dans de nombreux pays. En référence au projet Organic Trade and (OTEA) (2014-2019) financé par l'ASDI qui couvrait cinq pays d'Afrique de l'Est (Kenya, Tanzanie, Ouganda, Rwanda et Burundi), AfrONet a assuré la coordination régionale du projet avec IFOAM Organic International. Un autre projet financé par la DDC pour l'Initiative EOA couvre 8 pays d'Afrique (Ouganda, Kenya, Tanzanie, Ethiopie, Mali, Mali, Sénégal, Nigeria et Bénin) et AfrONet a joué un rôle central de coordination et de plaidoyer auprès des autorités législatives régionales. Deuxièmement, en tant qu'organisation basée sur les membres, AfrONet a l'habitude d'écouter et de répondre aux demandes de révision de ses processus et programmes afin de s'assurer qu'ils répondent mieux aux besoins des membres. Cette expérience a bien servi AfrONet lors des dialogues sectoriels passés avec les donateurs de projets d'un budget supérieur à 1,5 million d'euros, où AfrONet et les partenaires du projet ont fait preuve d'une grande réactivité et de collaboration avec leurs donateurs. AfrONet mobilisera également ses partenaires basés à Paris pour accompagner tout dialogue nécessitant des rencontres en face à face avec le siège de l'AFD.